

https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/02/27/gerard-noiriel-historien-la-mort-de-quentin-deranque-a-ete-exploitee-par-le-rn-pour-poursuivre-sa-strategie-de-dediabolisation_6668573_3232.html

Gérard Noiriel, historien : « La mort de Quentin Deranque a été exploitée par le RN pour poursuivre sa stratégie de “dédiabolisation” »

Tribune

Gérard Noiriel

Historien

27/02/2026

Offrir

Lecture restreinte

Votre abonnement n'autorise pas la lecture de cet article

Pour plus d'informations, merci de contacter notre service client.

La mort, le 14 février, de Quentin Deranque, un membre actif de l'extrême droite identitaire, battu à mort deux jours plus tôt par des individus affiliés à la Jeune Garde antifasciste, a été exploitée par le Rassemblement national (RN) pour poursuivre la stratégie de « dédiabolisation » commencée il y a une dizaine d'années. Son but le plus évident est d'inverser les valeurs qui opposaient jusque-là l'extrême droite et la gauche. Aujourd'hui, les dirigeants du RN se présentent comme des remparts contre l'antisémitisme, dont ils accusent l'extrême gauche. Bien que les études statistiques prouvent que la grande majorité des agressions physiques sont imputables à des militants d'extrême droite, Jordan Bardella s'est servi de la mort de Quentin Deranque pour dénoncer La France insoumise (LFI) comme un parti qui prône la violence. Alors que depuis les années 1980 la droite et la gauche avaient défendu le principe d'un front républicain pour maintenir le Front national de Jean-Marie Le Pen en marge de la vie politique française, aujourd'hui ce sont les héritiers de Le Pen qui réclament la mise en place d'un « *cordon sanitaire* » contre LFI, présenté comme un parti d'« extrême gauche ».

Pour comprendre pourquoi ce genre d'arguments rencontre aujourd'hui un écho qui dépasse largement les clivages partisans, il faut dire un mot sur les bouleversements du champ politique qui se sont produits en France depuis les années 1980. Comme l'a montré Bernard Manin dans son livre *Principes du gouvernement représentatif* (Calmann-Lévy, 1995), c'est à ce moment-là que « *la démocratie du public* » a commencé à remplacer « *la démocratie de partis* ». Les

partis n'ont pas disparu, mais ils ont perdu une bonne part de leur autonomie. Le nombre des militants actifs s'est effondré, de même que les actions de masse que les organisations politiques et les syndicats étaient capables d'impulser autrefois.

Aujourd'hui, les partis sont de plus en plus dépendants des médias et des instituts de sondage, qui définissent les « *cotes de popularité* » et annoncent les résultats des élections avant même qu'elles aient lieu. De plus en plus, c'est l'industrie du commentaire politique qui décide finalement de l'interprétation qui est donnée d'un événement et de son impact dans l'opinion. L'électorat devient un public qui réagit à ce qui lui est proposé.

Compétitions électorales

La fin de la « démocratie de partis » a contribué à la pacification de notre vie politique. Ce constat peut paraître surprenant étant donné que le meurtre de Quentin Deranque a été interprété, de façon quasi unanime, comme la preuve d'une montée de la violence. Il est vrai que les agressions physiques ont augmenté ces dernières années, mais si l'on compare la situation actuelle avec celle des années 1930, il est évident que la violence à caractère politique a beaucoup régressé. Pourtant ce sont les mots qui ont été inventés à cette époque qui servent encore à nommer les réalités d'aujourd'hui.

Lire aussi

Après la mort de Quentin Deranque, la récupération du RN pour transférer la « diabolisation » sur LFI

Les militants de la Jeune Garde antifasciste ayant participé à l'agression mortelle de Quentin Deranque utilisent un terme qui s'est imposé dans le vocabulaire courant au lendemain du coup de force antiparlementaire du 6 février 1934, organisé par des associations d'anciens combattants et les ligues d'extrême droite. La crainte que la France connaisse le même sort que l'Italie et l'Allemagne a entraîné une riposte de masse, illustrée par de nombreuses manifestations et une grève générale. C'est au nom de l'antifascisme que les partis de gauche se sont réconciliés ; ce qui a permis la victoire du Front populaire en 1936. Les mots « *extrême gauche* » et « *extrême droite* » désignaient à l'époque des groupes politiques qui cherchaient à abattre la démocratie. Les premiers voulaient la remplacer par le « *communisme* » et les seconds par une « *révolution nationale* » qui finira par s'imposer en juin 1940.

Affiches en hommage au militant d'extrême droite Quentin Deranque, à Lyon, le 21 février 2026. BRUNO AMSELLEM/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Ce petit rappel historique suffit pour montrer que notre vie politique actuelle n'a plus grand-chose à voir avec celle des années 1930. La fin de la « démocratie de partis » correspond à l'effondrement des mouvements de masse capables de

prendre le pouvoir par la force. Aujourd'hui, aucun parti ne se donne pour objectif explicite d'abattre la République. C'est pour cela que les termes d'extrême droite et d'extrême gauche sont récusés par les partis qui sont désignés ainsi.

Toute la vie politique française est prise désormais dans des compétitions électorales. Si la polémique provoquée par la mort de Quentin Deranque a pris une telle ampleur, c'est parce qu'elle s'inscrit dans un contexte dominé par les élections municipales, les 15 et 22 mars, et présidentielle.

Une autre caractéristique de la « démocratie du public » sur laquelle il faut insister pour comprendre cette affaire, c'est la place essentielle qu'occupe aujourd'hui la « fait-diversion » de la politique : les faits divers (crimes et catastrophes) occupent une place de plus en plus centrale dans notre actualité, car la charge émotionnelle provoquée par le récit et les images de ces événements dramatiques permet d'augmenter l'audience des médias et donc les recettes publicitaires. La « fait-diversion » de la politique consiste à donner une signification politique à un acte délictueux commis par un seul individu. Ce qui suppose un processus de généralisation et d'interprétation de l'acte en fonction de la conjoncture politique du moment. C'est cette rhétorique qu'a exploitée le président du RN, Jordan Bardella, pour présenter LFI comme un parti criminel et le rejeter en dehors de la République.

Il est surprenant que très peu de voix se soient élevées pour dire que, dans une démocratie, ce sont les programmes soumis aux électeurs qu'il faut examiner pour qualifier leurs positions. Lors de la campagne qui a précédé les élections législatives de juin 2024, Jordan Bardella a affirmé : « *Je supprimerai le droit du sol.* » Etant donné que le droit du sol est l'une des valeurs fondatrices de notre République, contre laquelle se sont acharnées toutes les mouvances de l'extrême droite depuis la fin du XIXe siècle, nous avons là un exemple particulièrement éclairant pour comprendre quel parti menace aujourd'hui nos traditions républicaines. L'exploitation de l'affaire Quentin Deranque par le RN apparaît ainsi comme un écran de fumée visant à masquer la véritable nature de ce parti politique.

Gérard Noiriel est historien, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS)